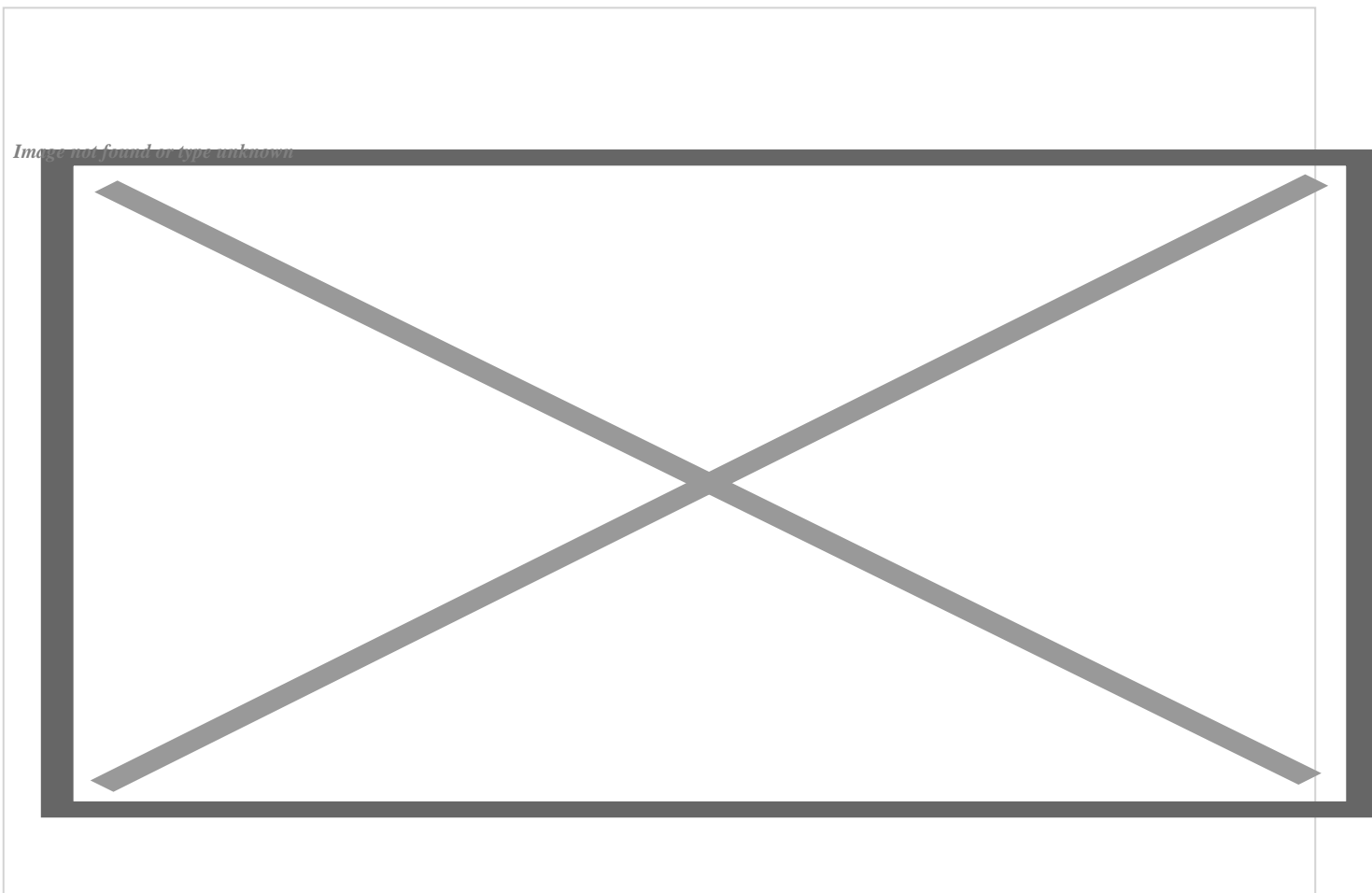


L'ONG Human Rights Watch demande une réforme profonde de la police colombienne



Bogota, le 11 juin (RHC) L'ONG Human Rights Watch a demandé une réforme profonde de la police colombienne responsable de brutalités contre les participants à la Grève Nationale contre le gouvernement d'Iván Duque.

En Colombie, des manifestations ont lieu depuis le 28 avril dernier pour exiger des réformes fondamentales et la fin de la violence promue par le gouvernement d'Ivan Duque. L'intervention violente de la police a fait plus de 60 morts.

Dans un rapport, Human Rights Watch a lancé un appel urgent au gouvernement de Duque "pour protéger les droits de l'homme" et entamer une "réforme policière profonde" qui garantisse le droit de réunion pacifique, et que, en cas d'abus, les responsables "soient traduits en justice".

Il a demandé au président colombien "une révision complète des protocoles, des pratiques et des équipes de contrôle des foules de la police". Il a également jugé nécessaire que Duque présente ses excuses au peuple pour les abus policiers commis lors des récentes manifestations, tout en donnant des garanties de réparation aux victimes.

Bien que le gouvernement du Duque ait minimisé les abus de la police et promis des actions en justice dans ces affaires, Human Rights Watch a documenté que la police serait responsable d'au moins 20 morts parmi les manifestants, alors que plusieurs assassinats de manifestants ont été commis par des "personnes armées en civil", situation qui a suscité des soupçons quant à la présence probable de groupes paramilitaires agissant avec l'aval des autorités.

Une autre raison de ce refus est l'utilisation par la police de "munitions meurtrières" contre des manifestants non armés. Selon les enquêtes menées par Human Rights Watch, au moins 15 victimes présentaient des blessures par balle dans des organes vitaux, ce qui, de l'avis des autorités judiciaires consultées par l'organisation, montre que les blessures ont été "causées dans l'intention de tuer".

Outre les armes à feu, Human Rights Watch affirme que la Police nationale colombienne a utilisé un système de lancement de projectiles multiples, connu sous le nom de Venom, qui permet de tirer jusqu'à 30 grenades lacrymogènes, des grenades fumigènes ou des grenades paralysantes à la fois, ce qui a fait au moins trois morts.

Au milieu des vives critiques contre les institutions colombiennes et de la brutalité des agents responsables d'abus de pouvoir lors des récentes manifestations, Duque a informé le 6 juin que son gouvernement cherche à moderniser le Ministère de la Défense et la Police Nationale dans le cadre de "protéger et respecter les droits de l'homme".

En outre, il a annoncé que la couleur de l'uniforme de la police passerait du vert traditionnel au bleu pour répondre aux normes internationales.

"Une réforme sérieuse est nécessaire pour séparer clairement la police des forces militaires et assurer un contrôle et une responsabilisation adéquats afin d'éviter que ces abus ne se reproduisent ou restent impunis", a déclaré à ce sujet le directeur pour les Amériques d' Human Rights Watch, José Miguel Vivanco.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement du Duque, sous pression nationale et internationale, déclare procéder à une réforme de la police.

Lors des manifestations de 2019 et 2020, Duque a annoncé un "projet de loi sur le statut disciplinaire de la police". Pour Human Rights Watch, ce prétendu changement n'était que de "nature cosmétique".

Dans le cas des récentes manifestations, la police a annoncé des enquêtes disciplinaires contre 117 policiers pour faute présumée. Mais seuls cinq agents ont été temporairement suspendus, tandis que les autres suivaient leurs fonctions.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/260321-long-human-rights-watch-demande-une-reforme-profonde-de-la-police-colombienne>



Radio Habana Cuba